



CERCAM

Rapport d'activité 2018



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

Mot du Président du GCAM



Tarik Sijilmassi
Président du Directoire

Les petits agriculteurs et les ménages ruraux en général ont, dans leur majorité, une connaissance limitée de la banque et des produits et services financiers. C'est ce qui explique, entre autres, un taux de bancarisation relativement faible en milieu rural par rapport aux zones urbaines, et ce malgré l'existence d'une offre globale GCAM de financement inclusif dédiée à cette population cible.

Aussi, le groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), en tant que banque citoyenne et socialement responsable, a-t-il développé un ambitieux programme d'éducation financière de base, dénommé « renforcement des capacités de gestion en milieu rural »

Au 31/12/2018, cinq grandes opérations de formation de proximité de la population rurale ont été réalisées au profit de plus de 8200 petits producteurs agricoles et ménages ruraux dont en particulier des femmes et des jeunes. Ces opérations ont ciblé notamment les territoires les plus éloignés du réseau bancaire, notamment les zones de montagne du Rif, Moyen Atlas, Haut-Atlas et les oasis de Draa-Tafilalet. Près de 100 cadres du GCAM ont été formés et mobilisés spécifiquement pour les besoins de ce programme, soutenus par des équipes de superviseurs et d'appui logistique.

Les séances de formation du programme global d'éducation financière en milieu rural ont été organisées autour de 5 modules : (1) la démystification de la banque et l'utilité d'un compte bancaire, (2) la détermination, le chiffrage et la priorisation des projets d'investissement (professionnels et familiaux), (3) la formalisation d'un budget simplifié et son mode d'interprétation, (4) l'offre bancaire en produits et services de base et les modes d'épargne, (5) le plan de financement, le recours réfléchi et justifié au crédit bancaire et l'analyse des risques de surendettement.

L'objectif sous-jacent recherché est de sensibiliser les bénéficiaires à l'importance d'un suivi détaillé et chiffré dans une exploitation agricole et/ou un ménage rural. Les chiffres peuvent faire apparaître des situations de dysfonctionnement, des cas de faible rentabilité ou de non rentabilité de certaines activités pratiquées et de se poser, en conséquence, des questions sur les marges de progrès et les possibilités d'amélioration des revenus et conditions de vie de la population cible.

La formation se déroule en mode interactif et participatif, à base d'histoires et exemples d'illustration issus du milieu rural. Elle est souvent co-animée par les bénéficiaires eux-mêmes pour une meilleure assimilation du contenu et des messages clés des modules de formation. Par ailleurs, dans certains sites, la formation a été faite en Tamazight pour rester proches des réalités socio-culturelles des bénéficiaires.

Le groupe Crédit Agricole du Maroc a déjà eu l'occasion de partager quelques-unes de ces expériences lors du dernier colloque international sur l'éducation financière tenu à Skhirate et également lors d'un forum sur le même thème qu'il a organisé à Meknès en marge des 2 derniers SIAM pour célébrer la journée arabe de l'éducation financière.

Le programme global cible 10.000 bénéficiaires à l'horizon 2020. Sur le plan opérationnel, il est piloté et déployé sur le terrain par les experts du Centre d'Etudes et Recherches du groupe Crédit Agricole du Maroc (CERCAM). Vous trouverez dans le présent rapport un large extrait sur le déploiement dudit programme.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Table des matières

Genèse & mission du CERCAM	Page 04
L'organisation du CERCAM en 2018.....	Page 06
Cap sur les projets menés en 2018	
Education financière	Page 07
Conseil en gestion de deux coopératives féminines agricoles dans les régions d'Essaouira et Ouarzazate	Page 10
Amélioration des capacités techniques	Page 11
des coopérations laitières de la région de Doukkala	
Renforcement des capacités de 20 coopératives laitières	Page 13
de la région du Gharb	
Mise en place d'une unité pédagogique moderne de stockage	Page 16
et de conditionnement de l'oignon dans la région d'El Hajeb	
Point sur les études & événements de l'année 2018	
Evaluation et chiffrage du rôle socio-économique	Page 17
et immatériel des femmes dans les PMEAs	
Projets à venir	
Carte de rentabilité	Page 19
Dynamisation et développement des TPE-PME rurales	Page-21
Etude d'impact Ardi-Ismailia	Page 22
Evénements phares de 2018	Page 24
Entretien avec le Directeur du CERCAM	Page 27

Genèse & mission du CERCAM

Depuis sa création, le Crédit Agricole du Maroc « **C.A.M.** » est engagé pour le développement de l'agriculture et la modernisation du monde rural. Cette mission de service public a toujours accompagné la banque qui, en grandissant et évoluant dans le temps, ne s'en est jamais déteinte.

En effet, le « **C.A.M.** » agit pour la construction et la pérennisation d'un modèle de financement du développement agricole et rural, en mettant en place un ensemble de mesures et de structures. Ainsi, en parfaite banque engagée, responsable et citoyenne, il s'est doté de structures et filiales renforçant sa stratégie d'appui aux segments les plus fragiles de l'agriculture marocaine. Nous citons : La fondation de microcrédit « **Fondation Ardi** » créée en 2001 (plus de 110.000 clients actifs aujourd'hui) et la société de financement pour le développement agricole « **Tamwil El Fellah T.E.F** » mise en place en 2008 (85.000 clients actifs) et conçue afin d'accompagner les agriculteurs bénéficiaires de projets relevant du Plan Maroc Vert et exclus du financement bancaire classique.

En 2011, la création de la « **Fondation Crédit Agricole du Maroc pour le Développement Durable** » est venue renforcer l'engagement du Groupe en apportant une assistance technique et financière à des projets visant la professionnalisation d'activités économiques rurales durables et en soutenant des projets concernant la sauvegarde des ressources naturelles et le respect de l'environnement tout en générant un surplus de revenus pour les agriculteurs; tels que : la préservation des ressources naturelles, la promotion des énergies renouvelables, la protection de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques.

Par ailleurs, et afin de sceller son engagement vis à vis de l'agriculture et du monde rural, le CAM s'est équipé, début 2013, du Centre d'Etudes & Recherches du Crédit Agricole du Maroc « **CERCAM** » : c'est un centre d'expertise, de réflexion et de consultation dont la mission originelle est d'approfondir et de développer la connaissance du GCAM sur le monde rural et agricole afin de contribuer à plus de visibilité sur ces domaines-cibles.

Conçu, au départ, dans le but de mener des études et recherches sectorielles et effectuer des évaluations sur l'impact socio-économique des crédits accordés par la Banque au niveau du terrain, le CERCAM a vu ses prérogatives s'étendre à ***l'accompagnement non-financier des populations agricoles et rurales les plus vulnérables.***

Ainsi, le CERCAM est, présentement, une entité intrinsèque du CAM qui, au-delà de ***sa mission originelle d'études et de recherches, vient soutenir l'action de développement rural*** menée, d'un côté, par les entités internes de la banque (notamment le Pôle Vert) et de l'autre côté, par les filiales du CAM : la Fondation Ardi, TEF et la Fondation CAM pour le développement durable.

En effet, le CERCAM conduit aujourd'hui des programmes de formation pratique et de proximité tels que l'éducation financière en milieu rural, le renforcement des capacités de gestion des coopératives agricoles, la promotion et l'appui non financier aux TPE-PME rurales ... etc.

Et enfin, le CERCAM participe, également, à l'export de l'expertise du CAM en international, essentiellement dans les pays d'Afrique, afin de les faire profiter de son expérience accumulée pendant plus de 100 ans d'activité et qui lui a permis de constituer un réservoir de connaissances, d'expertise et de savoir-faire (...) qui représente l'ADN du CAM qui la différencie des autres banques marocaines.

Eu égard à ce qui précède, le CERCAM mène des études et recherches sectorielles, sollicitées par le CAM ou initiées par lui-même. Il entreprend, également, des projets pilotes pour démontrer que, même dans la difficulté et la complexité de l'agriculture marocaine, on peut trouver des marges de progrès et améliorer les choses.

Certains de ces études et projets sont font l'objet de publications, forums, colloques ... afin de partager les résultats et les recommandations avec l'ensemble des acteurs publics et privés de écosystème agricole et rural.

Photo prise lors d'une présentation des projets du CERCAM



Il est à signaler également que la faisabilité de plusieurs projets menés par le CERCAM nécessite, en sus, de la contribution du CAM, la recherche de fonds qui sont souvent obtenus sous forme de donations de partenaires étrangers. Quelques projets ayant puisés leur budget des donations internationales sont exposés dans le présent rapport.

Equipe de base du CERCAM en 2018



Ali BENMOKHTAR

Expert en renforcement de capacités des coopératives & en développement commercial



Mustapha BEN EL AHMAR

Directeur du CERCAM

30 ans d'expertise au service de la finance agricole & rurale et des projets de développement



Jamal DADI

Expert en coopération internationale & développement de partenariat



Taoufiq BRITEL

Expert en conception et réalisation d'études et enquêtes de terrain



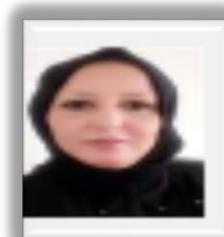
Ahmed EL GHOLEBZOURI

Expert en études et gestion de projets agro économiques



Abdesselam HEMAMOU

Expert en éducation financière des petits producteurs agricoles et population rurale



Sanaa LAHRICHI

Experte en analyse de la conjoncture agricole et rurale



BEHALI Fatima Ezzahra

Experte en développement et sociologie rurale



BENSALIM EL HOUSSAINE

Responsable du Centre de Documentation



Mouna JKHAKHA

Experte en économie rurale et conseil de gestion des coopératives



Najat EL FEDDALI

Assistante de Direction



Naima EL KHATTAB

Logistique et appui aux directions opérationnelles

Education financière :

A l'heure actuelle, l'éducation financière est devenue capitale aussi bien au sein des économies occidentales entrées en récession que dans les pays en développement. En effet, l'éducation financière peut être faite à plusieurs niveaux ; allant d'un niveau basique à un autre bien évolué.

Dans les pays développés, l'éducation financière s'adresse aux personnes instruites et actives pour leur permettre de mieux cerner le monde économique et financier dans lequel elles vivent et gérer plus efficacement leur finance aussi bien à titre professionnel que personnel.

Dans les pays en développement en général, et au Maroc en particulier, l'éducation financière vise, dans une étape élémentaire, l'amélioration des connaissances des produits financiers et bancaires afin de les démystifier et les vulgariser auprès de tous les citoyens et de lever le taux de bancarisation pour permettre à tout un chacun d'accéder à des formes de financements adaptés qui peuvent être des opportunités de création d'emploi.

Ainsi, l'objectif de l'éducation financière est de transmettre à l'apprenant un ensemble de connaissances et de savoir-faire permettant d'effectuer des choix financiers pertinents puis de les gérer et les assumer pleinement. Cela commence, entre autres, par une ouverture d'un compte bancaire, par le suivi de son compte en détenant une comptabilité même très simpliste, par la détermination de ses propres besoins : quels types de crédits et de placements sont les plus pertinents et par le montage du dossier de crédit...

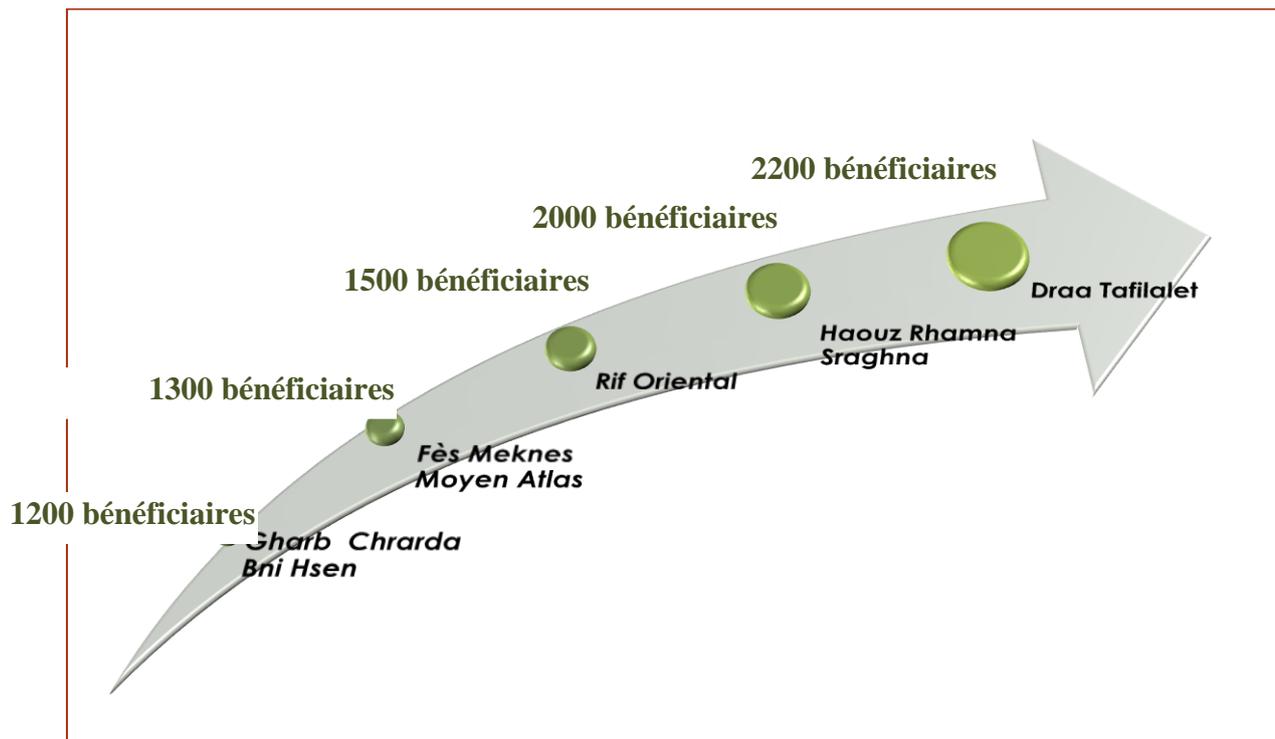
Les vertus de l'éducation financière sont nombreuses, aussi bien pour l'individu pris isolément que pour l'ensemble de la société. En sus, avec le développement croissant des technologies et dans l'ère de la digitalisation, l'éducation financière est devenue plus que jamais une nécessité absolue afin de ne pas creuser la fosse entre les grandes villes du pays et les petites villes et le milieu rural.

C'est dans ce cadre que le CERCAM a pris, justement, l'initiative de mener en 2018 quelques actions d'éducation financière au niveau de toutes les régions du Maroc

Sans avoir la prétention de toucher toute la population cible, le CERCAM s'est fixé comme objectif d'atteindre en 2020 les 10.000 personnes bénéficiaires d'un programme adapté d'éducation financière dont 8.200 sont déjà atteint à fin 2018.

Les modules pris en charge en terme d'éducation financière en 2018 sont les suivants :

- Démystification de la banque ;
- Chiffrage et priorisation des objectifs d'investissements en particulier (exploitation agricole et ménage) ;
- Elaboration d'un budget simplifié (faiblesses et marges progrès) ;
- Utilité d'un compte, nécessité de l'épargne, les produits bancaires adaptés ;
- Crédit justifié / Investissement productif et rentable.



Education financière / Bilan à fin 2018



Séance de travail avec les directeurs des points de vente et les chargés de clientèle pour les sensibiliser sur l'importance de l'opération d'éducation financière Région Draa Tafilalet



[Photos de quelques séances d'éducation financière](#)

Conseil en gestion de deux coopératives féminines agricoles dans les régions d'Essaouira et Ouarzazate :

Ce projet est issu d'un partenariat entre l'ONU Femmes-Maghreb et la Fondation Coca-Cola. Il vise à mettre en place un appui à l'autonomisation économique des femmes rurales à travers la promotion de la chaîne de valeur agro-écologique pour une meilleure résilience au changement climatique.

Ces deux institutions ont sollicité l'expertise du CERCAM pour accompagner deux coopératives agricoles féminines sélectionnées au sud du Maroc pour un programme de conseil et de renforcement de leurs capacités de gestion.

Un diagnostic global et approfondi a été établi pour l'activité de chaque coopérative. Les données et chiffres qui ont été déduits ont été analysés et discutés avec les bénéficiaires dans le but de proposer des pistes d'amélioration de leur activité (coût d'achat de matières premières, prix de vente, productivité, étude de marché, bilan de campagne...) pour aboutir à de meilleures marges de gain.

Les coopératives ont également été sensibilisées sur la possibilité d'accès à un financement GCAM (TEF) afin d'augmenter leurs capacités de production, et éventuellement dégager un revenu décent valorisant leurs efforts de travail.



Amélioration des capacités techniques des coopérations laitières de la région de Doukkala clientes du CAM :

Ce projet a été établi dans la continuité d'une étude d'identification des besoins en assistance technique des coopératives laitières réalisée en janvier 2016 par un expert néerlandais et un professeur vétérinaire marocain.

L'organisation du projet est construite autour de 10 fermes d'élevage pilotes dans la région de Doukkala retenues sur la base de critères techniques, économiques et socio-culturelles. Ces fermes pourront servir d'unités de démonstration aux autres membres des coopératives adhérentes au projet. Elles ont été encadrées par un expert néerlandais mobilisé par le prestataire adjudicataire du marché AGRIPROM-Hollande. Ce dernier a été appuyé par un réseau local pour une meilleure adaptation des modules de formation à la réalité marocaine et le suivi opérationnel de leur mise en œuvre par les fermes pilotes. Deux techniciens d'élevage et un superviseur ont assurés la tâche de structures-relais entre les experts et les fermiers éleveurs.

Le but du projet a, donc, été d'améliorer d'une manière significative (avec des petits investissements et sans procéder à beaucoup de changements dans l'exploitation agricole) le niveau actuel de production pour qu'il soit plus en phase avec le potentiel génétique du cheptel.

L'objectif sous-jacent est de s'assurer que les importations des animaux vivants et des solutions et équipements liés à l'élevage bovin laitier sont accompagnées d'un appui technique pertinent à travers des actions de formation, d'assistance technique et de transfert de technologie au profit des coopératives marocaines et de leurs adhérents.

Des modules de formation aux profit des adhérents ont été soigneusement développés sur des thématiques essentielles et primordiales telles que :

- Alimentation et production de fourrage ;
- Hygiène et prévention de problèmes de santé ;
- Insémination et maîtrise de la reproduction ;
- Gestion de la ferme et économie d'élevage ;
- Elevage des veaux et génisses ;
- Système de traite et de traitement du lait ;
- Aménagement des étables des fermes pilotes pour démonstration ;
- Distribution des équipements de l'élevage laitier ;
-

Les conclusions du projet confirment des améliorations substantielles au niveau de la production du lait chez les éleveurs pilotes avec une nette augmentation de la productivité à la fin du projet.

Parmi les principaux résultats illustrés de ce projet :

- Une augmentation de 20% de la production du lait et une amélioration de la productivité;
- Les techniciens Marocains impliqués au projet ont acquis davantage de connaissances et de meilleures pratiques de leurs homologues experts néerlandais, ce qui assurerait la réplication et la pérennisation du projet;
- Une production de lait de qualité qui permet aux éleveurs de répondre aux exigences du marché, de dégager une rentabilité, et d'avoir une meilleure maîtrise sur les circuits de commercialisation (centre de collecte) ;
- Une capacité à mieux élever des génisses de races améliorées potentiellement importées des Pays-Bas ;

De plus, quatre fermes pilotes ont bénéficié de l'aménagement et l'équipement de leurs étables :

- Un architecte néerlandais avait conçu pour chacune des dix fermes pilote un croquis cohérent aux multiples fonctions de l'éleveur, et adapté à ses capacités financières;
- Le GCAM avait contribué au financement d'une partie de la mise à niveau des fermes pilotes à travers des petits investissements dans le réaménagement et l'équipement des étables ;
- Le contractant néerlandais a fait don de quelques produits d'élevage, d'outils et d'accessoires tels que les bacs ou abreuvoirs à eau, machine à traite, couteaux de mélangeuses, fourches, plomberie....

La plus-value principale de ce projet a été l'amélioration des conditions et des capacités de production de ces coopératives laitières à Doukkala mais, aussi et surtout, c'est d'avoir permis d'attiser la convoitise d'autres régions qui ont manifesté une forte demande d'amélioration de leurs capacités techniques dans le domaine de l'élevage ce qui s'est traduit par un projet similaire dans la région du Gharb.

Le projet a permis, également, de former les adhérents des coopératives qui sont, désormais, des relais de savoir-faire dans leur région et de former les cadres du CERCAM et de leur conférer un véritable savoir-faire en terme de pilotage des coopératives laitières.

Aménagement des étables



Exemple de suivi de résultats de quelques fermiers du projet

Coopérative	Nombre de vaches	Qté moyenne de lait/jour/vache Juin 2017	Qté moyenne de lait/jour/vache Mars 2018
Coop-1	4	13,5	19,7
Coop-2	8	11,5	15,2
Coop-3	15	17,7	26,7
Coop-4	11	17,2	27,5



Renforcement des capacités de gestion et appui technique auprès de 20 coopératives laitières relevant de la région du Gharb :

Ce projet a bénéficié de l'expertise du CERCAM dans un projet précédent et similaire (dans la région de Doukkala) doublée de celle du réseau RACCORD¹.

En effet, il s'agit d'un projet que l'on peut inscrire dans le cadre de la duplication des projets-pilotes réalisés auparavant en partenariat avec le Cerfrance². Il vise à dupliquer l'expertise acquise par les 3 référents du CERCAM auprès du Cerfrance en matière de conseil de gestion sur un échantillon de coopératives laitières relevant du CAM Région du Gharb.

Le projet, autofinancé par le CAM, a été, également, fait en partenariat avec le réseau RACCORD pour l'appui technique et l'amélioration de la production. Le soutien du réseau Raccord a été entrepris avec succès à travers des formations groupées des coopératives laitières avec la présence d'un effectif total de 191 adhérents. Le projet a été mené dans la région du Gharb au niveau de 3 zones pilotes : Dar el Gueddari, Sidi Slimane, Lalla Mimouna.

Parmi la clientèle du CAM, on retrouve des petites coopératives laitières dont la capacité de gestion est limitée malgré leur grand potentiel de production. Ainsi, le CERCAM a lancé en décembre 2017, le projet de renforcement des capacités de gestion de 20 petites coopératives relevant de la région du Gharb : plus précisément : Dar el gueddari, lalla Mimouna et Sidi Slimane. L'opération a concerné 1500 adhérents de coopératives.

Les thématiques ont concerné les aspects pratiques de la conduite d'élevage à savoir :

- La reproduction des vaches laitières et gestion des vêlages (reconnaissance des signes de chaleur, fertilité des troupeaux, l'insémination artificiel, conduite du tarissement et les techniques de vêlage) ;
- L'alimentation des vaches laitières (Equilibre nutritionnel, calcul des besoins alimentaires, suivi des rations) ;
- La production des fourrages (Techniques culturales, Conditionnement et stockage, valorisation des sous-produits agricoles, bilan fourrager) ;
- La conception et hygiène des bâtiments d'élevage (Dimensionnement des locaux, espaces de stockage d'aliments, hygiène).

Ce projet a eu des retombées positives grâce au suivi individuel sur l'exploitation.

- Meilleur pilotage de l'activité laitière à travers les outils de gestion proposés et adaptés au contexte réel de chaque coopérative (matrice de gain éleveurs, EBE, prévisionnel de trésorerie) et transition du suivi au jour le jour vers une organisation des chiffres : Des outils de gestion adaptés et sur mesure ont été établis en concertation avec les membres des coopératives notamment les tableaux de bord de suivi par quinzaine ;
- Réduction du coût de l'alimentation et augmentation de la production par vache à travers la technique de rationalisation mise à la disposition des éleveurs laitiers par l'expert en appui technique ;
- Prise de décisions collégiales entre les membres de la coopérative et Résultats de la campagne présentée à tous les membres de la coopérative ;
- Meilleure confiance en soi des responsables des coopératives et Participation des jeunes adhérents des coopératives à des prises de décisions quant à l'avenir et au développement de la coopérative ;
- Des aménagements d'étables d'élevage conformes aux normes de construction et d'hygiène ont été pratiqués par des éleveurs laitiers, ceci a permis aussi bien un meilleur bien être des vaches laitières et un respect de l'environnement (réduction du phénomène de méthanisation).

¹ Le Réseau d'Accompagnement des Coopératives et Organisations Rurales de Développement (RACCORD) est une association à but non lucratif, créée en 2009 à El jadida, dans la région de doukkala, qui regroupe une trentaine de coopératives et associations basées dans six régions du Maroc (Doukkala, Gharb, Haouz, Moyen Sébou, Souss, Tadla).

Par son travail de proximité et d'accompagnement, RACCORD jouit actuellement d'une crédibilité technique acquise à travers des modules de formation pratique appropriée, tenant compte des conditions et des circonstances particulières des éleveurs locaux, pour apporter des solutions adéquates. Les experts de l'association habitent dans les régions d'opérations et connaissent la réalité technique et socio-culturelle des coopératives et éleveurs laitiers de la région.

² Cerfrance est le premier réseau associatif de conseil de gestion et d'expertise comptable en France. Il exerce depuis 60 ans et ce dans plusieurs secteurs d'activité : agriculture, artisanat, commerce, services, professions libérales, PME, etc.

**Quelques photos du projet
Formation Groupée**



*Performances réalisées auprès des éleveurs suite à l'accompagnement en appui technique
chiffres en dirhams par vache et par jour*

Producteur adhérent	Situation avant intervention technique		Situation après intervention technique		Gain enregistré		
	Production du lait	Coût d'achat d'aliments	Production du lait	Coût d'achat d'aliments	Production du lait	Coût d'achat d'aliments	Total
Eleveur 1	38,40	59,20	41,39	46,40	2,99	12,80	15,79
Eleveur 2	33,60	43,75	59,43	35,76	25,83	7,99	33,82
Eleveur 3	17,28	28,00	34,49	18,89	17,21	9,11	26,32
Eleveur 4	26,88	43,82	58,88	42,10	32,00	1,72	33,72
Eleveur 5	28,80	58,75	35,73	39,33	6,93	19,42	26,35
Moyenne totale	28,99	46,70	45,98	36,50	16,99	10,21	27,20

Ce premier tableau de synthèse démontre clairement l'impact substantiel de la formation technique appliquée via un encadrement individuel opéré auprès d'un échantillon d'éleveurs.

En effet, l'analyse de la situation avant et après appui technique fait ressortir une augmentation moyenne de la production laitière de 17 DH/jour/vache, assortie d'une baisse du coût de l'aliment de plus de 10 DH/jour/vache, soit un gain total de 27 DH/jour/vache. Rapporté à un cheptel moyen de 10 vaches par éleveur, on obtient un revenu supplémentaire de 8100 DH/mois et de 97000 DH/an, ce qui est considérable.

Quelques photos du projet
Formation Individuelle



Mise en place d'une unité pédagogique moderne de stockage et de conditionnement de l'oignon dans la région d'El Hajeb :

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de valorisation des produits agricoles du Plan Maroc Vert et est conçu dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays Bas.



Le GCAM est l'une des principales parties-prenantes institutionnelles du projet qui comprend également le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Maroc et la Coopérative Agricole Marocaine de Meknès.

L'oignon au Maroc figure parmi les principales cultures maraîchères du pays et joue un rôle économique très important puisqu'il bénéficie d'une forte demande sur le marché national, avec des possibilités à l'export. L'oignon représente 12% de la superficie nationale occupée par les cultures maraîchères et sa production est de l'ordre 900.000 T.

Les conditions de valorisation de l'oignon sec restent soumises à un ensemble de contraintes qui sont liées principalement aux modes de stockage et aux modalités de mise en marché. Les modes de stockage pratiqués restent exclusivement à caractère traditionnel, infligeant des pertes très élevées pour les agriculteurs. Les taux des pertes subies varient entre 10% et 60% en fonction de la durée de stockage, des conditions climatiques et de la qualité de départ des bulbes à stocker. Ces pertes liées au stockage traditionnel constituent un manque à gagner important pour la filière de l'oignon sec dans son ensemble et une source importante de déperdition des marges bénéficiaires des agriculteurs.

C'est dans une perspective d'apporter des solutions pratiques et efficaces aux problèmes de stockage de l'oignon sec dans la région de Fès-Meknès que s'inscrit ce projet. Il s'agit d'un projet-pilote visant à servir de plate-forme pour améliorer et renforcer les capacités techniques des petits producteurs en matière de stockage d'oignons secs. Une Unité pédagogique moderne de stockage et de conditionnement de l'oignon sera implantée dans l'agropole de Meknès.

Les bénéficiaires du projet se composent de 40 petits producteurs d'oignons secs de la région d'El Hajeb dont la taille de leurs exploitations agricoles est inférieure ou égale à 5 hectares. Ces bénéficiaires seront regroupés autour d'un agrégateur expérimenté dans le stockage de produits agricoles : la Coopérative Agricole Marocaine de Meknès.

Ce projet vise à leur assurer des revenus plus élevés par la productivité et la haute valeur ajoutée commerciale (un profit net par kilogramme d'oignons sec stocké plus élevé avec le stockage moderne); les encadrer sur les techniques modernes de production; les faire bénéficier du financement des subventions et des prêts; et leur permettre d'atteindre plus facilement les marchés intérieurs et extérieurs à des prix rémunérateurs.

Ce projet est en cours de réalisation. A ce stade, un expert néerlandais vient de conclure une consultation qui avait pour mission d'assister les membres du comité technique du projet dans la finalisation et la validation des spécifications techniques détaillées pour la construction et l'équipement de l'unité et ce conformément à des normes technologiques optimales, adaptées au contexte marocain. Il a également aidé le comité du projet à définir les ressources humaines et techniques nécessaires pour le fonctionnement optimal de ladite unité. La Coopérative Agricole Marocaine de Meknès prépare en conséquence un cahier des prescriptions spéciales (CPS) comprenant une liste des exigences à respecter et à transmettre aux installateurs pour la mainlevée des appels d'offre.

Point sur les études & événements de l'année 2018 :

Evaluation et chiffrage du rôle socio-économique et immatériel des femmes dans les Petites et Moyennes Exploitations Agricoles :

Cette étude a pris fin en 2018. Néanmoins, elle a nécessité deux années d'implémentation intensives. Elle concerne une évaluation et chiffrage du rôle socioéconomique et immatériel des femmes vivant dans des PME³ familiales.

L'étude a ciblé 300 PME³ localisées dans 3 zones pilotes :

- la zone montagneuse du grand Atlas ;
- la région oasienne d'Ouarzazate ;
- et la plaine de Souss Massa.

Les travaux ont été conduits sous trois angles complémentaires :

- (i) diagnostic, appréciation et quantification des activités féminines et de leur contribution à l'exploitation agricole ;
- (ii) étude du processus de prise de décision et de gouvernance au sein des ménages ruraux et des exploitations familiales ;
- (iii) analyse de l'accès des femmes, en particulier les « chefs de ménage », aux facteurs de production agricole : foncier, eau pour l'irrigation, crédit, formation...

L'étude avait pour objectif d'analyser les activités de la femme dans les PME³ situées dans trois régions contrastées et, surtout, de chiffrer sa contribution aussi bien économique (en particulier dans la construction du revenu) que sociale, culturelle et autres.

Derrière cette volonté affichée de quantification se profile un autre objectif sous-jacent, mais néanmoins crucial : informer et sensibiliser la population rurale et la société marocaine dans son ensemble, chiffres et images à l'appui, sur la nécessité de revaloriser ce rôle déterminant de la femme dans les PME³ comme tout ailleurs.

Les résultats de l'étude ont été présentés lors d'une conférence organisée par le CERCAM à Meknès, en marge de la 12^{ème} édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc, devant une audience très large constituée des principaux opérateurs sociaux-économiques, de personnalités gouvernementales, de décideurs financiers qui comptent des banquiers et des bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

³ Petites et Moyennes Exploitations Agricoles : PME³

Ces résultats ont été aussi éloquentes que surprenants :

- La participation des femmes aux travaux agricoles se situe entre 70 % et 80% du temps total passé sur l'exploitation ;
- A travers le temps de travail qu'elles consacrent aux diverses tâches agricoles, leur contribution aux revenus de l'exploitation est en moyenne de 37%, mais a dépassé les 50% dans 3 régions sur 5 ;
- Malgré les obstacles socioculturels qu'elles rencontrent pour sortir de leur foyer, du douar, voire pour aller travailler plus loin, et en dépit des difficultés en termes de mobilité (enclavement plus ou moins prononcé, absence de transports en commun publics, infrastructures routières secondaires mal entretenues, etc.), les femmes contribuent en moyenne à 15 % des revenus non agricoles du ménage (43% dans une zone favorable);
- Malgré la contribution des femmes (temps de travail, revenus), la décision agricole revient au chef du ménage (un homme dans 87% des cas) ;
- 25 femmes sur 300 déclarent posséder de la terre, 15 femmes sur ces 25 possèdent une terre en indivision, et 12 seulement disposent d'un titre de propriété.

Une synthèse a été publiée dans la lettre de veille n°40 du CIHEAM - Montpellier dans le cadre d'un numéro consacré entièrement à la femme rurale.

En Dh/an (285 ménages)	zone 1: Haut Atlas versant nord	zone 2: Haut Atlas versant sud	zone 3: Oued Souss	zone 4: Anti Atlas bordure nord	zone 5: Oasis du Draa moyen	Moyenne des 5 zones
Revenu net agricole	30 997	39 298	32 720	6 881	29 298	28 942
Revenu net non agricole	22 223	3 820	20 876	17 777	16 190	16 093
Revenu net total	53 220	43 118	53 596	24 657	45 489	45 035
Contribution des femmes au revenu non agricole	15%	3%	43%	14%	2%	15%
Contribution des femmes au revenu agricole	52%	54%	26%	61%	7%	37%

Tab-1 : Contribution des femmes au revenu des petites exploitations agricoles

Tab-2 : Contribution des femmes au temps de travail sur l'exploitation agricole

Temps de travail en jours/an	zone 1: Haut Atlas versant nord	zone 2: Haut Atlas versant sud	zone 3: Oued Souss	zone 4: Anti Atlas bordure nord	zone 5: Oasis du Draa moyen
Echantillon par zone	43	43	20	11	39
Temps des femmes sur les cultures	14,98	6,74	35,55	15,00	9,21
Contribution des femmes (%)	27	24	48	42	12
Temps des femmes pour la récolte	2,07	6,81	31,55	13,64	3,49
Contribution des femmes (%)	18	57	62	57	16
Temps des femmes sur l'arboriculture	2,84	0,93	26,85	0,00	0,62
Contribution des femmes (%)	9	16	53	0	3
Temps des femmes en élevage	106,97	148,03	216,93	177,70	53,76
Contribution des femmes (%)	90	83	99	84	54
Temps des femmes aux travaux agricoles de vers (irrigation...)	1,14	0,00	4,00	0,27	1,10
Contribution des femmes (%)	9	0	42	7	9
Temps total des femmes sur l'exploitation (en jours/an)	128	163	314	201	69
Contribution des femmes	55%	70%	78%	75%	29%

En Dh	zone 1: Haut Atlas versant nord	zone 2: Haut Atlas versant sud	zone 3: Oued Souss	zone 4: Anti Atlas bordure nord	zone 5: Oasis du Draa moyen	Moyenne des 5 zones
Dépenses courantes du ménage	27 059	17 084	27 346	17 052	21 504	22 125
Dépenses totales d'équipement	16 764	4 153	5 259	9 034	2 447	7 531
Contribution des femmes aux dépenses courantes du ménage	1.1%	1.8%	6.2%	4.2%	0.7%	2.9%
Contribution des femmes aux dépenses d'équipements	17.2%	1.7%	18.6%	13.5%	0.3%	10.3%

Tab-3 : Contribution des femmes aux dépenses du ménage

Projets à venir :

L'élaboration d'une carte de rentabilité des activités agricoles au Maroc et l'amélioration de la gestion du risque y afférent :

Ce projet est cofinancé par la KFW⁴ afin de permettre au GCAM une meilleure connaissance des besoins de sa clientèle et un ciblage plus adapté de son offre et de son intervention au niveau des crédits accordés.

L'élaboration d'information et d'outils de formation sur la rentabilité des activités agricoles au Maroc aura donc pour but d'améliorer la visibilité du GCAM sur les activités agricoles et rurales qu'il finance, par une formation technico-économique et commerciale fine et précise, qui reflète une image fiable du niveau de rentabilité des activités agricoles pratiquées au Maroc, tout en contribuant à la formation et l'éducation financière des populations agricoles cibles.

Ce projet a, aussi, pour vision de mettre en place, de façon progressive, une formation qui s'appuie sur des outils d'intelligence agricole, grâce aux Nouvelles Technologies de l'Information (NTI). Cela consiste à :

- mettre à disposition des Credit-men du GCAM des instruments de formation pertinentes et contextuelles (un logiciel d'analyse cartographique, un simulateur de rentabilité) permettant une instruction des dossiers et une prise de décision sur des bases approfondies et chiffrées ;
- permettre l'accès des petits exploitants agricoles à des outils de formations financières et commerciales (application informatique pour Smartphone) susceptibles de les orienter vers un meilleur choix des cultures et des marchés. Ceci contribuera, in fini, à améliorer leurs revenus et conditions de vie.

Ce projet, programmé sur 20 mois, devra permettre de :

- élaborer des modèles des fiches technico-économiques et commerciales ;
- assurer la formation des enquêteurs ;
- lancement des enquêtes de terrain pour le remplissage de 20000 fiches technicoéconomiques et commerciales, couvrant toutes les zones agro-climatiques et toutes les activités agricoles;
- explorer cette base de données par des nouvelles technologies de l'information à travers des visualisations cartographiques permettant une meilleure lisibilité des informations et une aide à la prise de décision;

⁴ KFW : Kreditanstalt für Wiederaufbau

Dynamisation et développement des TPE-PME rurales :

De nos jours, le rôle dynamique des TPE- PME en tant que moteur de développement économique est largement reconnu.

En effet, le secteur marocain privé est constitué de 98% des TPE-PME. Ces dernières contribuent à près de 40% au PIB. Cependant, la création de ces entreprises en milieu rural ainsi que leur développement connaissent quelques difficultés.

L'objectif global de ce projet est, justement, de mettre en place les mécanismes susceptibles d'impulser la pérennisation de ces entreprises et de leur permettre d'exploiter pleinement leur potentiel de croissance et de création d'emploi. In fine, il s'agit de renforcer et professionnaliser l'entreprenariat rural afin de mieux préparer son accès au financement.

De ce fait, ce projet consistera, dans un premier temps, à réaliser un état des lieux des formes d'accompagnement non – financier des TEP rurales existantes à l'échelle du pays avant de proposer, dans un second temps, une offre de services (formation, conseil, aide à la gestion...) auprès de 20 TPE rurales.

Le CERCAM sera accompagné par un prestataire externe pour l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie des TPE-PME.

Ce projet puise ses fonds d'une ligne de crédit accordée par l'AFD⁵ accompagnée d'une subvention.

⁵ AFD : Agence Française de Développement.

Projet d'étude d'impact économique et social des crédits accordés par la Fondation Ardi et Ismailia :

Le but recherché à travers cette étude est d'évaluer l'impact économique et social des crédits de la Fondation ARDI et ceux de l'Association Ismailia ainsi que leur contribution à l'amélioration des revenus et conditions de vie des emprunteurs.

Outre la mesure de l'impact économique et social, l'étude cherche, également, à sonder la population cible sur la qualité des produits et services offerts par Ardi et Ismailia et de proposer des recommandations en la matière.

Ainsi, l'étude vise l'évaluation des changements observés au niveau des unités financées de la famille/ménage et du client.

Il s'agira en effet de mesurer l'impact du crédit sur deux niveaux :

1- L'impact économique :

A ce niveau, l'étude a pour objectif de mesurer la contribution du micro crédit à :

- l'évolution du chiffre d'affaire et du revenu ;
- l'amélioration de la structure financière des micros entreprises ;
- la création d'emploi ;
- la formalisation stratégique et la viabilisation économique des unités financées;
- la modernisation du matériel et de l'équipement de la micro entreprise pour plus de productivité et un meilleur ancrage aux besoins du marché ;
- l'identification et l'analyse des différentes sources de financement.

2- L'impact social:

a. L'impact sur le ménage :

- Evolution des conditions de logement en termes de :
 - Type de logement ;
 - Accès au réseau national d'eau potable ;
 - Accès au réseau national d'électricité ;
 - Accès aux services d'assainissement.
- Evolution des conditions sanitaires ;
- Evolution du revenu et des dépenses des ménages ;
- Education en termes de :
 - Scolarisation des enfants ;
 - Niveau d'études des enfants ;
 - Alphabétisation.

b. L'impact sur la personne du client en constatant son comportement :

- l'émancipation ;
- l'autonomie ;
- le statut au niveau du ménage ;
- le statut au niveau de la communauté.

L'étude a démarré en juin 2018 et est prévue pour une durée d'environ 1'année.

Elle sera organisée en quatre phases:

- phase 1 : préparation de l'étude ;
- phase 2 : travaux de terrain ;
- phase 3 : regroupement, contrôle, saisie des questionnaires et traitement de l'information ;
- phase 4 : élaboration du rapport de synthèse.

La zone d'action de l'étude est la ville de Meknès et ses environs. Ceci dit, le choix de l'échantillon des clients à étudier, prendra en considération :

- a) Les trois périmètres à savoir le rural, l'urbain et le périurbain ;
- b) Le relief sera représenté à travers la montagne et la plaine.

Quelques événements de 2018 :

Eu égard à la nature de l'activité du CERCAM, ce dernier reçoit régulièrement au sein de ses locaux des équipes de travail relevant de ses partenaires nationaux et internationaux ainsi que ses bailleurs de fonds étrangers.

Nous pouvons énumérer, très sommairement, les intervenants ayant fait des séances de travail avec le CERCAM durant l'année 2018 comme suit:

- ☑ Onu Femmes dans le cadre du partenariat avec le GCAM – Conseil de gestion aux femmes membres de coopératives ;
- ☑ Equipe multidisciplinaire de l'USAID (siège ambassade des Etats-Unis) ;
- ☑ FENAGRI dans le cadre du Programme pour le Partenariat Pays Maroc (PCP Morocco) en collaboration avec l'ONUDI ;
- ☑ Equipes de CERFRANCE pour les travaux de suivis des différents projets faits en leurs collaboration ;
- ☑ Expert de la FAO travaillant sur le diagnostic du potentiel de l'agriculture numérique au Maroc ainsi que des échanges avec la FAO pour la préparation de la mission GCAM au siège de à la RaboBank (Pays-Bas) ;
- ☑ Equipe de Swisscontact ;
- ☑ Conseil d'Administration de la FMEF, présidé par le Wali de Bank Al Maghrib, pour les travaux de présentation du programme d'éducation financière du GCAM ;
- ☑ Equipes de BAM dans le cadre des travaux avec le Fonds monétaire international sur l'inclusion financière.

Forum SIAM 2018

Partage des résultats des projets du CERCAM



Par ailleurs, le CERCAM a été impliqué également dans plusieurs chantiers et évènements, au Maroc et à l'international, dont notamment (par ordre chronologique).

- ☑ Participation au comité de pilotage de l'ONDH (projet d'évaluation de l'impact des politiques publiques sur les petites exploitations agricoles familiales) Préparation pour un programme de Forum GCAM au niveau du SIAM 2018 ;
- ☑ Participation aux réunions du Conseil d'Etablissement de l'IAV ;
- ☑ Participation avec le Clun ARIZ à un workshop sur le Financement des PME du 21 au 23 mars à Paris ;
- ☑ Publication d'un article du CERCAM sur la femme rurale au Maroc au Watch-letter n°40 du CIHEAM ;
- ☑ Mise en relation de la fondation Ardi avec les promoteurs du projet « Farmer2Farmer » ;
- ☑ Publication sur « L'économie sociale et solidaire au Maghreb » d'un article pour le RECMA ;
- ☑ Réunion à BAM pour la préparation de la Journée Arabe d'Inclusion Financière ;
- ☑ Participation avec BAM à un atelier sur la stratégie nationale d'inclusion financière (siège de BCG à Casablanca) ;
- ☑ Réunion avec le cabinet BCG au sujet de l'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) pour le compte de BAM-MEF ;
- ☑ Participation au 3ème atelier technique des acteurs de la finance rurale et agricole programmé du 28 au 31 mai 2018 à– Paris ;
- ☑ Réception d'une délégation de haut niveau de la Uganda Development Bank (UDB ;
- ☑ Transmission des monographies des 12 régions du Maroc à l'ensemble des structures concernées du GCAM (siège et réseau) ;
- ☑ Participation au « SCBF Financial Education Workshop - Rabat- 21-22 June 2018” ;
- ☑ Participation au colloque CICA du 22,23 et 24 octobre à Berne – Suisse ;
- ☑ Participation à la conférence de haut niveau de l'UpM "Femmes pour la Méditerranée" (Lisbonne, 10 et 11 octobre 2018) ;
- ☑ Contribution du CERCAM au congrès CICA tenu du 24 au 27 octobre à Bern (Suisse), par la présentation d'un papier sur « le système d'assurance agricole au Maroc » ;
- ☑ Réception d'une mission d'ICEX-Espagne Exportation et Investissements, à travers l'AECA de l'Ambassade d'Espagne au Maroc (discussion sur les opportunités commerciales inclusives et durables pour les entreprises) ;
- ☑ Contribution au chantier « Smart factory » ;
- ☑ Participation à l'atelier technique sur la finance digitale en faveur du monde rural et agricole (AFD / du 17 au 20 septembre à Paris) ;
- ☑ Participation à la journée sur « l'accompagnent Entrepreneurial : Quel Modèle ? » organisée par le CTPES et Switchmed en collaboration avec la Fondation Universitaire Links de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Ain Chock ;
- ☑ Réception d'une mission de la Fondation Syngenta qui travaille sur la faisabilité d'une micro assurance indicielle au Maroc.



[Intervention du CERCAM dans des colloques et séminaires internationaux](#)

Entretien avec le Directeur du CERCAM :



📄 Quel rôle joue, aujourd'hui, le CERCAM ?

Le CERCAM est le centre d'expertise agricole et rurale du Groupe Crédit Agricole du Maroc. Il intervient sur 3 blocs d'activités :

- Un premier bloc d'études agro-économiques, sectorielles, régionales ... classiques pour améliorer la visibilité de la banque sur ses domaines stratégiques, à savoir l'agriculture, l'agroalimentaire et l'économie rurale en général. A titre d'exemples, nous avons réalisé cette année des analyses sur les possibilités d'exportation de la viande blanche marocaine, sur les perspectives du secteur meunier en cas de libéralisation totale de la filière céréalière ...*
- Un second bloc de projets structurants pour la banque, ses filiales et fondations. C'est le cas par exemple du projet de mise en place d'une stratégie RSE, de déploiement d'un SGES, de réalisation des études d'impact économique et social des crédits sur les bénéficiaires ...*
- Le 3^{ème} bloc, qui fait particulièrement notre fierté, porte sur un grand programme de renforcement des capacités en milieu rural, avec 3 principales composantes : (i) l'éducation financière de base dédiée aux petits producteurs agricoles et ménages ruraux, y compris un segment important de non clients, (ii) le conseil de gestion aux petites et moyennes coopératives agricoles, toute filière confondue, (iii) l'appui et l'accompagnement non financier des TPE rurales.*

📄 Quels moyens permettrait au CERCAM de réaliser son plein essor ?

Le CERCAM réalise ses projets aujourd'hui sur la base d'un noyau dur d'une dizaine d'experts pluridisciplinaires affectés au CERCAM, appuyé en fonction des projets par des Hommes ressources des autres structures, filiales et fondations de la banque. Nous avons malheureusement quelques cadres qui partiront bientôt en retraite et qu'il faudra remplacer d'une manière proactive.

Sur le plan financier, nous travaillons fondamentalement avec des fonds internationaux mobilisés auprès des bailleurs de fonds partenaires du GCAM et autres institutionnels nationaux et étrangers. De ce fait, nous sommes probablement davantage connus à l'international, à travers nos rapports d'activités annuels, mais aussi grâce à nos publications dans des revues, plateformes et supports spécialisés.

Souvent la difficulté réside plus dans la formulation et le montage de bons projets, innovants et structurants pour l'agriculture et la finance agricole et rurale marocaines, que dans leur financement.

Quelle visibilité pour le CERCAM à C et MT ?

En toute modestie, nous évitons volontairement de trop parler du CERCAM au Maroc pour ne pas être victime de notre succès.

En effet, rien que sur le programme de renforcement des capacités en milieu rural, nous sommes fortement sollicités par plusieurs petites et moyennes coopératives agricoles, TPE rurales, organisations professionnelles, institutionnels ... nous avons signé à ce sujet quelques conventions de partenariat autour de projets pilotes ...

Mais, nos moyens humains en particulier sont limités et notre vocation, en tant que banque, s'arrête au niveau des projets-pilotes. D'autres institutions devraient prendre le relai. C'est vraiment une action par l'exemple pour montrer le chemin à suivre et démontrer concrètement, que, même dans la difficulté et la complexité de l'agriculture marocaine, on peut développer des projets, des programmes, des mesures pratiques ... pour avancer, corriger les choses, prospecter les marges du progrès, afin d'améliorer infini le revenu des populations cibles rurales les plus fragiles ainsi que leurs conditions de vie.